

**Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.**

**Marcel Fournier**

Numéro 12, automne 1987

Mouvements et acteurs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040571ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040571ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fournier, M. (1987). Compte rendu de [Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.] *Politique*, (12), 123–129. <https://doi.org/10.7202/040571ar>

**Michel Dobry**, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

Il en va des crises comme des «grandes maladies de notre siècle» (cancer, etc.): à force d'en parler pour contrôler notre peur, nous nous y sommes habitués et nous les avons rendues banales. À chaque jour, le bulletin de nouvelles nous annonce une crise politique: Italie, Haïti, Inde, Iran, etc.; à chaque jour, les pages économiques des journaux nous informent de la situation critique de l'un ou l'autre secteur de l'activité économique: crise du logement, crise du pétrole, etc. De deux choses l'une: ou la crise est devenue l'état *normal* de nos sociétés contemporaines, ou nous parlons de «crise» à tort et à travers sans savoir de quoi nous parlons.

Si les spécialistes en sciences sociales sont à la société ce que les médecins sont au corps humain, ils devraient être en mesure de nous éclairer, et s'ils sont impuissants à trouver les bons remèdes, ils devraient être capables d'établir des diagnostics clairs. Facilement disposés à parler de «crise», économistes, sociologues et politologues n'ont souvent pas les moyens de les identifier ou de les prévoir: la frontière entre l'état «normal» et l'état «critique» (ou de crise) d'une société ou d'un secteur d'activités sociales demeure quelque chose d'imprécis, de flou; d'autant plus que l'évaluation d'une situation particulière est le résultat d'une interprétation-négociation à laquelle participent non seulement les spécialistes des sciences sociales mais aussi les acteurs eux-mêmes. Les sociétés n'ont pas attendu les spécialistes pour se donner des représentations d'elles-mêmes; elles ne font souvent appel à leurs services que pour les constats post mortem: «Il y a eu crise...», seront-ils,

comme le médecin à la morgue, invités à conclure. Seuls les plus téméraires tenteront une autopsie.

Plus que tout autre secteur d'activités sociales, le champ politique — l'État, les partis politiques — est susceptible d'être analysé en termes de « crises », car il semble fonctionner « à la crise » : des petites aux grandes crises, des changements de cabinets aux révolutions. Mais, les politicologues apparaissent plus démunis que leurs collègues des autres disciplines pour analyser les situations critiques. Les économistes savent un peu moins confusément ce qu'est une crise économique, et la démographie, une crise de population. Mais qu'est-ce qu'une crise politique ?

Dans son livre Michel Dobry évite prudemment de se donner comme objet toutes les crises politiques : il limite sa réflexion à certaines conjonctures critiques caractérisées par ce qu'il nomme savamment les « mobilisations multi-sectorielles ». L'intérêt de sa démarche théorique réside dans son effort de contourner les diverses « illusions de la sociologie des crises politiques » pour mieux saisir, sur la base d'études comparatives concrètes, l'insaisissable : les « conjonctures fluides ».

L'évaluation que Michel Dobry fait de la sociologie des crises politiques est sévère : un « fonds d'erreurs » et quelques grandes illusions. D'abord, *l'illusion étiologique* : lorsqu'ils veulent rapporter les crises à leurs conditions d'émergence, les politicologues (Davies, Easton) ne reconnaissent pas d'autonomie aux processus de crises par rapport aux « causes » intervenant en amont des crises (et pouvant, partiellement, rendre raison des mobilisations initiales donnant naissance à ces dernières) » (p. 52). Ensuite l'illusion de l'histoire naturelle : portés à croire, comme on le voit chez Crane Brinton dans son étude des grandes révolutions, en l'existence de certaines régularités dans la « marche de l'histoire », les politicologues cherchent à « restituer l'enchaînement temporel particulier des diverses phases ou étapes conduisant à un type de résultat » (p. 38).

Enfin *l'illusion héroïque*, qui se manifeste sous une forme raffinée dans les travaux de l'équipe de G. Almond à Stanford, conduit à disqualifier toute analyse en termes de «structures» pour ne privilégier que les décisions et l'action des individus ou des groupes.

Il ne semble donc pas facile de constituer comme objet d'études sociologiques les crises politiques. Même si son regard peut paraître hautain, Michel Dobry ne rejette pas du revers de la main tous les «acquis» de la sociologie des crises; il reconnaît la «complexité peu commune» du modèle mis en place par Almond-Flanagan et il accepte de retenir certains aspects de leur schème théorique, «schème qui n'est pas loin, précise-t-il, d'avoir frôlé l'essentiel» (p. 221). Mais qu'est-ce que l'essentiel? Almond et Flanagan obtiennent l'indulgence de Dobry parce qu'ils identifient des «arènes politiques distinctes» et qu'ils leur attribuent un «poids» variable selon les «diverses étapes à l'intérieur même de la phase de rupture propre à chaque crise» (p. 125).

L'approche que développe pour sa part Dobry se fonde sur la reconnaissance de la *plasticité* «structurelle» des systèmes sociaux complexes et, par là même, de la *fluidité* politique dans les dynamiques de crise liées à ce qu'il appelle les mobilisations multi-sectorielles. Tout n'est donc pas, dans nos sociétés contemporaines, «coulé dans le béton». «La crise (politique) est, précisera Dobry en paraphrasant Clausewitz, la continuation des rapports politiques par d'autres moyens». Son intention est de «penser les crises à la fois en tant que mobilisations et en tant que transformations d'état — passage à des états critiques — des systèmes sociaux» (p. 39-40). En d'autres termes, Dobry ne renie pas tout de «l'héritage objectiviste», mais il veut aussi prendre en considération la «dimension stratégique des mobilisations». Une telle approche se veut «structurelle», au sens où l'entend Pierre Bourdieu: d'un côté, des systèmes sociaux complexes constitués de sphères ou champs sociaux différenciés et relativement autonomes les uns

par rapport aux autres; de l'autre des mobilisations (et les stratégies des acteurs sociaux).

Devenu plus modeste lorsqu'il «applique» cette perspective à l'étude des crises, Michel Dobry s'intéresse à une seule classe de crises ou conjonctures critiques, celle des *conjonctures fluides* qui correspond à des «transformations d'état des systèmes sociaux lorsque ces systèmes sont soumis à des mobilisations multi-sectorielles». Et dans son étude empirique qu'il veut comparative, il se limite «aux crises politiques que la société française a expérimentées» dans le dernier demi-siècle et qui représentent souvent — des «événements» tels ceux de 1934, 1958 et 1968 (...) — des crises «bizarres» c'est-à-dire particulièrement intéressantes» (p. 75). Définis comme conjonctures politiques fluides, ces états critiques se caractérisent par 1) la «désectorisation conjoncturelle de l'espace social» (réduction de l'autonomie des secteurs, dés-enclavement des espaces de confrontation, évasion des calculs) et 2) par l'incertitude structurelle (effacement ou brouillage des indices et repères et perte d'efficacité des instruments d'évaluation). Une fois qu'il a précisé son cadre d'analyse, Dobry en éprouve la fécondité en examinant plusieurs de ses implications sur des terrains plus familiers aux politistes: phénomènes charismatiques et mécanismes de marchandage et de résolution des conflits, processus de la délégitimation, etc. L'une de ses analyses les plus originales concerne la «répression vers l'habitus» et met en évidence «l'inertie particulière des systèmes de dispositions intériorisées par les individus, inertie qui pourrait bien faire de la distribution sociale de systèmes de dispositions différenciés la «structure» sociale la plus stable dans les conjonctures d'ample fluidité politique» (p. 239). L'effet d'hystérésis, c'est-à-dire le décalage possible des *habitus* par rapport aux propriétés d'une conjoncture de crise, peut être un principe explicatif des comportements individuels et collectifs. Par exemple les révoltes diffuses de groupes sociaux

ou de générations entières (p. 244). La micro-sociologie rejoint ici la macro-sociologie pour soulever la question délicate de l'adéquation des dispositions (et des représentations) aux contextes sociaux.

La démarche analytique que nous propose Michel Dobry n'est pas très différente de celle qu'adopte le médecin qui quitte son hôpital (et son patient) pour s'enfermer dans un laboratoire: dans la recherche, il est en effet moins important de chercher le pourquoi (et d'identifier les causes) de la maladie, par exemple le cancer, que de comprendre le *comment* (et d'étudier les processus).

Et si l'on voulait situer l'ouvrage de Michel Dobry dans le champ de la sociologie contemporaine, l'on pourrait dire qu'il est à la sociologie des crises politiques ce que l'ethnométhodologie est à la sociologie (parsonienne) des systèmes sociaux: une invitation à abandonner une vision juridique (et rigide) de la vie sociale pour découvrir tout ce qu'elle a de flou, d'imprécis, bref d'indéterminé. Pas plus qu'il n'y a de destin personnel, il n'y a donc pas un cours de l'histoire. Hier, on parlait de conflits, aujourd'hui on préfère parler de malentendus. Tout comme les interactions dans la vie quotidienne, les événements politiques apparaissent le moment et l'objet (d'interminables) négociations-interprétations —, et pour reprendre une expression de l'auteur, de «transactions collusives». «Il semble préférable, en somme, de centrer l'analyse sur l'ensemble des processus sociaux par lesquels s'élaborent, se négocient et émergent, dans les confrontations qui ne sont jamais purement idéelles et qui débordent l'activité cognitive unilatérale de leurs protagonistes, des définitions des situations qui présentent, pour chacun d'entre eux, des avantages le plus souvent très inégaux» (p. 198).

Et même si le jeu politique est un jeu sérieux, la vie politique n'est pas très différente de la vie sociale: elle est une *mise en scène*, et comme tous le savent bien, les politiciens sont les meilleurs

des acteurs. La crise politique apparaît ainsi comme un phénomène de représentation (au double sens du terme).

L'«objectiviste» que demeure toujours Michel Dobry, se veut donc aussi «constructiviste». Il a lu et relu Pierre Bourdieu: il y a la crise et tout ce qu'on en dit (dont l'effet sur la conjoncture critique est réelle). Paradoxalement, même s'il reconnaît que dans les conjonctures critiques, la compétition pour la définition de la réalité est plus forte et que s'effectue un travail de «reconstruction» du monde social, il n'accorde que relativement peu d'importance à la contribution apportée par les spécialistes en définition des situations que sont les intellectuels et les universitaires (et en particulier les spécialistes en sciences sociales). Michel Dobry présente une argumentation qui, savante et un peu scolaire, se caractérise par la distanciation nécessaire à toute réflexion théorique. Ici la distanciation est telle qu'elle entraîne une mise à distance des arènes politiques non seulement de l'auteur mais aussi de tous les savants et les «scholars», tout se passant comme si la mise au point des «technologies institutionnelles de la maîtrise des crises» pouvait se faire sans leur collaboration. L'étude de la «politique symbolique», pour reprendre une expression de l'auteur, exige si elle veut explorer les «représentations, symboles ou stocks cognitifs des acteurs» (p. 186), à une analyse des modes de domination (symbolique) et de la contribution spécifique et souvent indispensable qu'apportent les intellectuels.

D'ailleurs, s'agissant des crises politiques, l'on peut se demander ce que le champ politique attend de la science politique, si ce n'est une mise en évidence de sa complexité et une mise en valeur de sa capacité à traverser des conjonctures critiques de plus en plus nombreuses. *L'hypothèse de continuité* que propose Dobry permet de voir que «les états critiques correspondent à des configurations structurelles originales, différentes des arrangements structurels propres aux périodes de crise» (p. 287). Hier, l'on

agitait le spectre de «révolution» pour faire peur à ceux qui défendaient l'ordre établi; aujourd'hui, on parle de crise politique pour rassurer tous ceux qui craignent le changement. Le changement (et les crises politiques) ne serait aujourd'hui qu'un moyen parmi d'autres — et peut-être le plus efficace — pour s'assurer que rien ne change vraiment!

Marcel Fournier  
Université de Montréal